

▪ L'hôpital franco-musulman de Bobigny,
des personnels en Résistance



Concours national de la résistance et de la déportation

2007/2008

Dossier réalisé par les élèves de 3ème A du collège Jacques
Jorissen de Drancy

Abouelala Imène

Beniken Lydia

Boulefred Célia

Ribon Anthony

Travail coordonné par leur professeur M. Porin, avec la participation de Mesdames Marques et Wadel, documentalistes du collège.



*L'entrée de l'hôpital Franco-musulman (Avicenne) aujourd'hui

Sujet national du concours 2007/2008 :

L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de résistance.

En couverture, mosaïque surmontant le porche gauche de l'hôpital de Bobigny.

SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	p. 3
<u>I) L'hôpital franco-musulman : sa création, ses objectifs</u>	p. 4
1) Les conditions de la création de l'hôpital	p. 5
2) Les outils de surveillance contre les Maghrébins	p. 6
<u>II) L'hôpital franco-musulman « sous la botte »</u>	p. 7
1) De la mobilisation à la réquisition allemande	p. 8
2) Les premiers actes de résistance à l'hôpital	p. 9
3) L'hôpital franco-musulman et le régime de Vichy	p. 11
4) Le passage à l'action clandestine	p. 14
<u>III) Activités occultes à l'hôpital</u>	p. 16
1) Les soins clandestins	p. 17
2) Au service de la Résistance local	p. 19
3) La lutte contre le STO	p. 21
<u>IV) Activités occultes hors de l'hôpital</u>	p. 23

1) Le réseau de la mosquée de Paris	p. 24
2) L'aide aux juifs	p. 26
V) Vers la Libération	p. 28
1) L'hôpital franco-musulman et le Comité médical de la Résistance	p. 29
2) L'hôpital franco-musulman dans les combats de la Libération	p. 31
Conclusion	p. 34
Sommaire	p. 35

Introduction

En mai 1940, l'armée française est battue en six semaines par l'Allemagne nazie. L'Armistice est signé le 22 juin 1940. Cette défaite a des conséquences lourdes.

Les nazis occupent d'abord le Nord et l'Ouest de la France, puis tout le pays. La défaite permet également au maréchal Pétain d'obtenir tous les pouvoirs le 10 juillet 1940. C'est la fin de la 3^{ème} République et la naissance du régime de Vichy.

Cette défaite est donc le début d'une période de répression sans précédent dans l'histoire de France avec la mise en place d'une politique de persécutions qui ne cesse de se durcir au cours des quatre années d'occupation (1940-1944).

Au total, des centaines de milliers de personnes sont pourchassées et persécutées : soldats en fuite, opposants politiques considérés comme dangereux par le gouvernement de Vichy et les nazis (syndicalistes, communistes, socialistes, partisans du Front populaire ou de la 3^{ème} République, ...), résistants, étrangers, juifs, tsiganes, travailleurs réquisitionnés pour le STO.

Face à cette répression, des actions de solidarité apparaissent dès 1940 pour aider les pourchassés et persécutés en tous genres. Ce sont d'abord des actions spontanées, puis elles sont de plus en plus organisées. Ce sont aussi bien des organisations de cachettes que de filières d'évasions ou d'ateliers de faux papiers. Peu à peu, tous les mouvements de Résistance créent des services sociaux pour venir en aide aux victimes et à leurs familles.

Parmi les professions les plus impliquées dans ce type d'actions, il y a les personnels de santé. L'hôpital franco-musulman¹ de Bobigny est un bon exemple de cette forme de Résistance.

Première partie :

1 Appelé hôpital Avicenne depuis 1978.

La naissance de l'hôpital franco-musulman de

Bobigny



L'hôpital franco-musulman vers 1935. (Archives départementales de la Seine-Saint-Denis)

1) Les conditions de la création de l'hôpital

L'hôpital franco-musulman est inauguré le 22 mars 1935 à Bobigny, neuf ans après la fondation de la Mosquée de Paris, en 1926, en hommage aux 300 000 soldats musulmans, les « Indigènes », venus combattre contre les Allemands pendant la première Guerre mondiale.

L'hôpital, réservé aux « musulmans », a été créé pour répondre à des besoins nouveaux car, après 1918, des dizaines de milliers de Maghrébins immigrèrent en France pour trouver du travail. Ils sont plus de 80 000 dans tout le pays en 1936, dont la moitié en région parisienne. Ce sont en majorité des Kabyles originaires des pauvres d'Algérie. En France, ils vivent dans des conditions difficiles et exercent souvent des métiers à risque : ouvriers dans les usines de métallurgie ou de produits chimiques. Ils vivent généralement dans des logements insalubres où les risques de maladies, notamment la tuberculose, sont très importants.

Le nouvel hôpital reprend les formes de l'architecture d'Afrique du Nord, notamment son entrée. Il est doté d'équipements très modernes et possède un service de phthisiologie très dynamique dirigé par le professeur Ali Sakka et son interne Ahmed Somia. Son personnel est à la fois français et « musulman ». Les infirmières reçoivent des cours d'arabe et de berbères pour une meilleure communication.

Les pratiques de l'hôpital sont adaptées aux populations musulmanes. Les locaux possèdent une salle de prière pour les malades et les personnels musulmans : l'article 27 des statuts de l'hôpital prévoit que « l'imam de la Mosquée de Paris aura accès auprès des malades qui réclameront son assistance ». Les repas sont conformes aux prescriptions de l'Islam (pas de porc, viande halal, etc.). En 1937 : un cimetière musulman est créé près de l'hôpital pour les morts qu'on ne peut rapatrier. Les enterrements se font selon les rites musulmans.



Inauguration de l'hôpital, mars 1935. (AP-HP)

2) Les outils de surveillance contre les Maghrébins

En apparence, la création de l'hôpital marque la reconnaissance de l'Islam en France et l'importance des travailleurs maghrébins dans l'industrie parisienne. Pourtant, l'hôpital suscite immédiatement des critiques, notamment de la part des travailleurs maghrébins et de certains élus locaux. En effet, l'hôpital est réservé aux travailleurs nord-africains de la région parisienne qui n'ont pas le droit de se faire soigner ailleurs. De plus, il est interdit aux populations locales non maghrébines. L'hôpital est placé sous l'autorité du Service de Surveillance et Protection des Indigènes Nord-Africains, le SSPINA.

Créé en 1925, le SSPINA dépend à la fois de la Préfecture du département de la Seine et de la Préfecture de Police de Paris. Ses locaux sont situés 6 rue Lecomte (17^{ème} arrondissement). Le service a une double mission : l'assistance sanitaire et sociale, mais aussi la surveillance des travailleurs nord-africains. Le SSPINA crée donc plusieurs dispensaires d'hygiène et des foyers d'hébergement pour les travailleurs des colonies. Il dispose aussi une unité de police, la Brigade nord-africaine (BNA). En 1933, celle-ci compte 40 agents et 32 inspecteurs. Elle ouvre aussi un poste de police au sein de l'hôpital, soupçonné de fichier les Maghrébins membres du PCF, de la CGT et les partisans de Messali Hadj (leader indépendantiste algérien). L'hôpital est donc perçu comme un élément de la discrimination à l'égard des musulmans et un outil de contrôle des travailleurs nord-africains. C'est pourquoi de nombreux immigrés refusent de s'y faire soigner.



Siège du SSPINA, 6 rue Lecomte à Paris, dans le 17^{ème} arrondissement.

(collection Institut du Monde Arabe)

Deuxième partie :

L'hôpital franco-musulman « sous la botte »



Défilé de l'armée allemande à Paris, s.d. (14 juin 1940 ?).

1) De la mobilisation à la réquisition allemande

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939, l'hôpital franco-musulman est réquisitionné par l'armée française. Il est dirigé par le professeur Rouvière (médecin-colonel), le professeur Monlonguet (médecin-commandant) et le lieutenant Frédéric Busser. Les malades sont évacués de l'hôpital qui devient un hôpital complémentaire. Néanmoins, le personnel ne reçoit aucun ordre de la Préfecture et une partie de l'administration continue à être civile.

En juin 1940, l'hôpital est évacué par les militaires français et une partie du personnel qui se replie vers le Sud du pays pour fuir l'avancée de la Wehrmacht.

Après la signature de l'Armistice, le 22 juin 1940, il repasse brièvement sous la tutelle de la Préfecture de la Seine qui développe le service de pneumologie (chirurgie thoracique), mais vers novembre 1940, il est de nouveau réquisitionné, cette fois-ci par les Allemands, sûrement à cause de son matériel de pointe et de ses locaux tout neufs.

Il passe alors sous le commandement d'un médecin militaire allemand qui s'installe, avec le mess des officiers, dans le pavillon de l'ancien directeur, Adolphe Gérolami. Les Allemands ont désormais tous les droits. Chaque matin, le médecin-chef économiste réunit le personnel au pied du perron pour donner ses ordres. Dans le bureau du directeur, il y avait le portrait d'Hitler tandis que le drapeau à croix gammée flotte sur l'hôpital. De plus, il est maintenant obligatoire d'avoir un *ausweis* (laisser-passer) pour pouvoir entrer et sortir de l'hôpital.

Ce contexte particulier favorise le développement précoce de l'esprit de Résistance à l'hôpital.

2) Les premiers actes de Résistance à l'hôpital

A la veille de la réquisition allemande, avec la complicité du personnel de la mairie de Bobigny, trois médecins (le Professeur Jausion et deux internes : André Meunier et Ahmed Somia) aidés par les médecins de l'hôpital, dérobent un appareil de radio et le déménage à la Maison du Peuple, derrière la mairie. Cela permet aux médecins d'assurer des consultations quotidiennes pour les Balbyniens.

C'est la pharmacienne de l'hôpital, Alice Rollen, qui réalise illégalement les analyses et les médicaments dans son médicaments : « Reléguée dans un coin du laboratoire, je poursuivais les analyses biochimiques aux bénéfiques de la population de Bobigny jusqu'au moment de mon expulsion »².

La réquisition allemande provoque d'autres formes d'opposition. Ainsi, à l'arrivée des Allemands, les Dr Rousseau et Sakka démissionnent. Le Dr Nicolas succède au Dr Rousseau.

Par ailleurs le jour où les Allemands prennent possession de l'hôpital et que le chef allemand s'installe dans le bureau du directeur, le Dr Jacques Rolland, « chef de service, de droite, mais de droite sympathique, très patriote »³, enfile son uniforme de commandant de l'armée française. Il entre dans le bureau du directeur et « lui dit des vérités qui ont fait craindre pour sa sécurité »⁴. Heureusement, le commandant allemand connaît les travaux scientifiques du professeur et hésite avant de le faire arrêter, ce qui permet au personnel de mettre le Dr Rolland à l'abri.

Un autre incident montre la sensibilité anti-nazie des personnels de l'hôpital et leur esprit de solidarité. En effet, quelques temps après l'arrivée des Allemands, le prince Ratibor (membre l'Etat-major de la Wehrmacht) vient visiter l'hôpital. Le chef de service de chirurgie de l'hôpital, le Dr Thalheimer, qui parle allemand et qui est juif, lui fait la visite guidée de l'hôpital. Le lendemain, le commandement allemand téléphone scandalisé : « Comment ! Celui qui a fait visiter

2 Témoignage d'Alice Rollen dans la thèse de Josiane Chevillard-Vabre (voir bibliographie).

3 Témoignage d'Ahmed Somia, archives départementales de la Seine-Saint-Denis

4 *Idem*.

l'hôpital est un juif ! ». Abdelafid Haffa, le concierge de l'hôpital prévient immédiatement le Dr Thalheimer qui s'enfuit le jour-même.



La pharmacie de l'hôpital, dirigée par Alice Rollen (assise à gauche), 1952. (AP-HP)



Dr Hubert Jausion (1890-1959). (AP-HP)

3) L'hôpital franco-musulman et le régime de Vichy

La réquisition allemande est de courte durée. En effet, le 14 mars 1941, les Allemands évacuent l'hôpital. Celui-ci est officiellement remis aux autorités françaises en présence de Si Kaddour Ben Ghabrit, recteur de la Mosquée de Paris. Il repasse alors sous la direction de la Préfecture de la Seine et, aux dires d'Ahmed Somia, les services reprennent leur cours normal.

Pourtant, des changements importants surviennent pendant cette période.

Travaillant aussi dans les dispensaires parisiens, Ahmed Somia constate que de nombreux Balbyniens (habitants de Bobigny) sont obligés de se faire soigner à Paris ; situation aberrante qui le choque. Il entreprend donc des démarches auprès de la Préfecture de la Seine et obtient l'ouverture de l'hôpital aux populations locales non-musulmanes pour des consultations médicales. Cette décision est bien accueillie par les élus des communes locales car les Allemands pillent l'économie française, ce qui entraîne une pénurie qui ne cesse de s'aggraver et cause une dégradation des conditions de santé, notamment une explosion des cas de tuberculose.

Autre changement important, l'hôpital est désormais sous l'autorité du régime de Vichy qui renforce le contrôle sur les travailleurs immigrés d'Afrique du Nord, population considérée comme dangereuse. Vichy maintient les outils de surveillance créés par la 3^{ème} République, comme le SSPINA, et il en ajoute d'autres. Ainsi, en novembre 1941, une section anticommuniste est créée au sein de la BNA. Selon une note administrative de 1942, elle collabore activement avec les renseignements généraux. En 1943, deux autres services apparaissent, le Bureau des Affaires Musulmanes Nord-Africaines (BAMNA) et le Service de coordination des Affaires Nord-Africaines (SCANA).

Ces services sont des organismes qui collaborent ouvertement avec les nazis : ils recherchent les prisonniers évadés, les résistants, les militants indépendantistes, participent aussi à la guerre contre les maquis, etc.

Rapport des Renseignements généraux de la Préfecture de police de la Seine sur les Nord-Africains en région parisienne, 4 juin 1941 :

« Le nombre des indigènes Nord-Africains séjournant dans le département de la Seine est évalué à 15 000 environ, en majeure partie Algériens. En effet, sur 30 000 que l'on comptait avant les hostilités, 4 600 ont été mobilisés en septembre 1939, certains sont partis lors de l'exode, plusieurs milliers d'autres figurent parmi les 15 000 rapatriés en Afrique du Nord depuis l'occupation. D'autres sont partis au cours de ces derniers mois en province, notamment dans les départements du Nord, pour travailler pour le compte des Autorités occupantes. Sur les 15 000 présents dans le département de la Seine, on n'en compte plus actuellement qu'environ 700 chômeurs inaptes au travail. Les autres exercent des professions diverses : manœuvres spécialisés ou non, notamment dans les industries chimiques, la métallurgie et les sucreries, terrassiers, marchands de quatre-saisons,... Ils logent généralement en commun dans des chambres d'hôtels des quartiers de la périphérie plus particulièrement dans les 13^{ème}, 15^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} arrondissements, ainsi qu'à Boulogne, Issy-les-Moulineaux, Alfortville, Ivry, Saint-Denis, Villejuif et Gennevilliers où se trouvent surtout des Marocains. Il convient de noter que les Nord-Africains, en raison de leur violence et de leur crédulité, ont toujours été recherchés par les partis extrémistes qui les utilisaient dans les manifestations. Cependant, l'ex-PCF n'a jamais compté beaucoup de membres actifs parmi eux, en raison des sentiments religieux des musulmans et de leur incompréhension des théories bolcheviques. Avant la guerre, leur nombre ne dépassait pas 400 à 500. A la suite de la dissolution du PCF, la plupart sont demeurés prudents et réservés, par crainte de la répression. Quelques-uns cependant ont tenté, en liaison avec des éléments français du parti dissout (le PCF), de se livrer à la propagande clandestine, notamment en mettant en circulation des tracts ronéotypés, dans les quartiers fréquentés par les Nord-Africains, en particulier dans la région d'Ivry. »

Archives de la Préfecture de police de Paris.



BENSOUSSAN MESSAOD GABRIEL
dit "BENSAN" GASTON

né le 6 Novembre 1906 à Hlemcen

dernier domicile connu:
5, rue Dulaury - Paris 20^e

ex-secrétaire de la Section des Jeunes Communistes
de Didi-Bel-Abbés.
ex-membre de la Section du 20^e Arrond^t de la Région
Parisienne du Parti Communiste.
ex-comptable au siège du journal "L'Humanité"
ex-administrateur du journal "Ce doit"

Avis de recherche de la Préfecture de police
concernant Messaoud Bensoussan.

(Musée de la Résistance nationale de Champigny)

4) Le passage à l'action clandestine

Dans les mois qui suivent, plusieurs membres de l'hôpital comme le docteur Meunier, le concierge Abdelafid Haffa et le docteur Somia adhèrent à des organisations de Résistance.

A la fin de l'année 1941, celui-ci est contacté par des amis de Mantes la jolie qui sont membres du mouvement Libération Nord. En effet, Ahmed Somia avait été interne à l'hôpital de Mantes avant d'être affecté à l'hôpital franco-musulman en 1938. Somia participe donc au développement du groupe qui s'étend également à Sceaux où il a des amis surs (un médecin, un curé, ...). Par mesure de sécurité, il ne recrute personne à Bobigny. Il n'a même aucun contact avec les groupes de Libération de la banlieue Nord qui sont pourtant nombreux.

Nous n'avons trouvé que peu d'informations précises sur les activités du médecin au sein de Libération. Cependant, on sait qu'il transmettait des renseignements et des messages entre les membres du groupe. Il participait sans doute aussi à la diffusion du journal clandestin *Libération* et a ensuite organisé des planques d'armes.



Christian Pineau, principal fondateur et dirigeant du mouvement Libération-Nord

LIBERATION 2N

Ce que DARLAN a accepté !
Ce qu'on fait accepter à PETAIN !

L'ACCORD HITLER - DARLAN

Nous publions un document dont le caractère sensationnel apparaîtra à tous nos lecteurs. Il s'agit des principales clauses secrètes du véritable Traité conclu entre HITLER et DARLAN. Nos lecteurs nous excuseront de ne pouvoir leur faire connaître les moyens par lesquels nous nous sommes procurés de tels renseignements, mais nous leur garantissons la rigoureuse authenticité de ceux-ci.

Chaque clause sera ci-dessous indiquée en lettre majuscules, les lettres minuscules étant réservées aux commentaires.

I- L'ALSACE ET LA LORRAINE DEVIENNENT PROVINCES ALLEMANDES.

Nous n'apprenons là rien de nouveau à nos lecteurs puisqu'une clause secrète de la Convention d'Armistice prévoyait déjà le rattachement de ces deux provinces à l'Allemagne.

II- LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS SONT RATTACHÉS A UNE FLANDRE CONTRÔLÉE POLITIQUEMENT, ÉCONOMIQUEMENT ET MILITAIREMENT PAR L'ALLEMAGNE. LES PORTS DE CES DEUX DÉPARTEMENTS APPARTIENDRONT DÉFINITIVEMENT A L'ALLEMAGNE.

Ainsi, ce que nous avons depuis longtemps prévu est réalisé. Deux des départements les plus peuplés et les plus riches de FRANCE nous sont arrachés sans qu'aucune raison ethnique ou économique puisse donner une ombre de justification à une telle mutilation.

III- EN ÉCHANGE LA FRANCE REÇOIT LA WALLONIE.

Incroyable échange, et qui démontre à quel point HITLER méprise l'idée même de patrie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

IV- LA ZONE INTERDITE RESTERA OCCUPÉE PENDANT 25 ANS, L'ALLEMAGNE CONSERVANT LE DROIT D'Y INSTALLER SES CITOYENS ET D'EN FAIRE PARTIR LES NOTRES AU BOUT DE 25 ANS, UN PLEBISCITE DÉTERMINERA L'ATTRIBUTION DE CETTE ZONE A LA FRANCE OU A L'ALLEMAGNE.

C'est la clause la plus énorme du Traité. Il faut que DARLAN soit un gredin cynique ou un crétin pour n'en avoir pas compris le sens. Ainsi, pendant 25 ans, l'ALLEMAGNE expulsera les Français du Nord et de l'Est de la FRANCE, fera occuper le pays par des Allemands et, au bout de 25 ans, un facile plébiscite consacrerait la situation de fait. Et la FRANCE perdrait encore une grande partie de son territoire, sans compter la WALLONIE si généreusement octroyée ci-dessus.

V- LES TROUPES ALLEMANDES ÉVACUENT, LA GUERRE TERMINÉE, LA RÉGION PARISIENNE JUSQU'À LA SOMME.

De cette générosité, nous verrons plus loin la contre partie commerciale et politique qui laissera la FRANCE " libérée " sous le contrôle allemand.

VI- HITLER S'ENGAGE A NE PAS APPUYER LES REVENDICATIONS ITALIENNES, SAUF POUR LA MÉTROPOLE ET POUR LES COLONIES.

Voilà le comble de la duplicité :

- duplicité à l'égard de l'ITALIE qui voit violées les promesses allemandes les plus formelles;

- duplicité à l'égard de la FRANCE car HITLER s'engage seulement à ne pas " appuyer " les revendications italiennes, mais il n'empêchera pas l'ITALIE de faire la guerre à une FRANCE affaiblie, mutilée et sans industrie (voir ci-après).

Journal clandestin de Libération Nord, numéro 33, 20 juillet 1941

(Musée de la Résistance de Champigny)

Troisième partie :

Activités occultes

à l'hôpital



Le perron de l'hôpital franco-musulman, février 1935. (AP-HP)

1) Les soins clandestins

A partir de la fin de l'année 1941, l'hôpital franco-musulman de Bobigny devient un centre de soin pour les résistants malades. A la demande de ses amis de Libération-Nord, le docteur Somia accueille des résistants blessés et les hospitalise sous un faux nom. Aidé par trois ou quatre autres internes, il les soigne la nuit pour ne pas attirer l'attention.

Parmi ces internes, on trouve André Meunier et Ali El Obky. Celui-ci est un ancien chirurgien de la faculté de médecine d'Alger. En 1938, il devient adjoint du chirurgien-chef de l'hôpital de Bobigny, le Dr Thalheimer. C'est donc lui qui effectue la plupart des interventions chirurgicales, notamment en cas de blessure par balles.

Ahmed Somia s'occupe des cas médicaux et administre ses soins dans le pavillon des tuberculeux car, comme la police française et les Allemands ont peur d'être contaminés, ils ne viennent pas voir ce qui se passe dans ce pavillon.

Les médicaments sont fournis par la pharmacienne, Alice Rollen. Pour ne pas attirer l'attention, elle inscrit les médicaments détournés sur les registres des malades légaux.

Le jour, les résistants sont cachés dans la loge du concierge, Abdelhafid Haffa, où celui-ci vit avec sa femme et ses trois enfants. La loge est constituée de trois pièces dont une est réservée aux blessés. C'est une responsabilité lourde pour toute la famille car certains blessés restaient longtemps hospitalisés.

En principe, personne n'est au courant de ce qui se trame au sein de l'hôpital à part les internes, la pharmacienne et la famille Haffa. Cependant, Ahmed Somia insiste sur la complicité passive des services techniques, en particulier les mécaniciens et le personnel infirmier : « Ils voyaient qu'on prenait des médicaments pour partir chez Haffa, mais ils ne posaient pas de questions »⁵.

L'activité clandestine est facilitée par l'attitude du directeur de l'hôpital, M. Rimaniol qui concentre son travail sur les problèmes de gestion sans s'occuper des questions médicales. Selon Somia, « Rimaniol a été parfait, contrairement à son prédécesseur [Adolphe Gérolami], policier à l'origine »⁶.

5 Témoignage d'Ahmed Somia, archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

6 *Idem*.

Il ne faut oublier aussi les complicités à la mairie de Bobigny, en particulier celle de Léon Pesh qui « a rendu des services et a toujours donné ce que demandait l'hôpital »⁷. Léon Pesh est alors maire adjoint de Bobigny, mais aussi adhérent du Parti communiste clandestin. Il est arrêté, puis interné en 1943. Il devint maire de Bobigny de 1944 à 1956.



Au centre, Ahmed Somia (1910-1993).

(Photo extraite du livre *L'hôpital Avicenne : une histoire sans frontières*)

Témoignage d'André Meunier, 2005 :

⁷ *Idem.*

« Mon ami Somia m'envoyait des patients : « je te dirai quand ils seront guéris ». Ils restaient un peu, et un jour brusquement repartaient. Tout le monde savait dans nos services et, au premier chef, nos surveillantes, Mesdemoiselles Primel et Alleau... mais on n'en parlait jamais . »

L'hôpital Avicenne, une histoire sans frontières, p. 118.

2) Au service de la Résistance locale

A partir de 1943, les activités clandestines sont de plus en plus intenses car l'hôpital est désormais intégré à la Résistance de Bobigny et des communes voisines. Les liaisons entre l'hôpital et les organisations locales passent par Abdelhafid Haffa qui adhère à Ceux de la Résistance (CDLR) et devient le personnage central de l'organisation : « Tous les groupes de la région connaissent Haffa, les résistants amenaient leurs malades et c'est lui qui désignait quelqu'un pour les soigner »⁸. Ces résistants étaient des membres de CDLR, mais aussi d'autres mouvements de Résistance comme le Front national⁹ ou les Francs-Tireurs et Partisans (FTP). Effectivement en 1943, Charles de Coccola, un des fondateurs du FN de Drancy, médecin des FTP et également membre de l'Organisation civile et militaire (OCM), entre en contact avec le docteur Sfar, médecin tunisien de Drancy et interne à l'hôpital franco-musulman.

Ces organisations amènent aussi des aviateurs anglais, canadiens, américains ou hollandais, surtout les deux dernières années d'occupation (1943-1944) car les bombardements alliés sont de plus en plus fréquents. Au total, une cinquantaine de personnes sont soignées à l'hôpital durant cette période.

8 Témoignage d'Ahmed Somia, archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

9 Il s'agit du Front national de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France, mouvement de Résistance créé par le parti communiste en mai 1941 qui n'a rien à voir avec le parti d'extrême-droite d'aujourd'hui.



Abdhelafid et Georgette Haffa sous le porche de l'hôpital, 1935.

(site internet aphp.fr)

Les blessés sont entièrement pris en charge par la Résistance locale. On les fournit en vêtements, en nourriture et en faux papiers. Les vêtements sont obtenus par Abdhelafid Haffa grâce à Ali Gitoune, chef de service au Bureau des Affaires Nord-Africaines : « Ce monsieur m'a fourni des vêtements pour mes protégés malheureux et m'a aidé en beaucoup pour les victimes de la guerre »¹⁰. Les tickets d'alimentation sont dérobés par des employés de la mairie de Drancy, comme René Boué, et remis ensuite à Charles de Coccola. Pour les papiers d'identité, il existe plusieurs filières. Charles de Coccola était en liaison avec des policiers de Drancy et de Pantin, appartenant à Libération et à Honneur de la Police, qui donnaient de vrais documents administratifs avec de vrais tampons. Par ailleurs, CDLR a aussi sa propre organisation avec, par exemple, Paul Guinguant qui fabrique des faux papiers et le photographe Souren Minaïssian qui fait des photos d'identité pour les aviateurs alliés.

Une fois soignés, ceux-ci sont évacués vers l'Angleterre. Il n'y a pas d'indication précise sur les filières d'évasion de l'hôpital dans les archives, mais le livre *La Résistance en Seine-Saint-Denis* mentionne plusieurs réseaux dans le secteur liés à CDLR, à l'OCM ou aux résistants de la mairie de Drancy. De plus Comète qui est une des plus grandes filières d'évasion (de la Belgique à l'Espagne) a des relais dans la région.

¹⁰ Rapport d'Abdhelafid Haffa, 1946, archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Rapport d'activité du policier Paul Gardien, s.d. (1945 ?) :

« Gardien, Paul, Jules, Victor, né le 26 avril 1903 à Givet (Ardennes), nationalité française, marié à Granson Henriette, le 23 février 1925, trois enfants. Gardien de la Paix (Détaché fonctionnaire à Drancy), demeurant à Pavillon-sous-Bois, 35 Allée du Tir, permis de conduire tourisme.

Situation militaire dans l'armée régulière : classe 1923, service armé en infanterie, secrétaire, 1^{ère} classe.

Résistance : Groupe Libération Nord (Section de Drancy) et Honneur et Police N° 5564. Emplois occupés de Juillet 1941 à la libération : Timbrage et fourniture de cartes d'identité aux aviateurs alliés et aux réfractaires. Aide et protection à plusieurs centaines de réfractaires au S.T.O. que j'étais chargé d'arrêter (aucune arrestation opérée). Plusieurs familles juives ont pu s'enfuir ayant été avisées de leur prochaine arrestation. Renseignements divers fournis aux chefs de la Résistance. Arrestation de collaborateurs et miliciens.

Reprise de mon poste à la P.P. [Préfecture de police] à la dissolution des F.F.I. »

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

3) La lutte contre le Service du Travail obligatoire

Durant l'hiver 1942-1943, à la demande de l'occupant, une série de lois est mise en place par le régime de Vichy. Ces permettent de réquisitionner des travailleurs français pour l'industrie de guerre allemande, notamment la de février 1943 qui crée le Service du Travail obligatoire (STO). En conséquence, des centaines de milliers de Français, surtout des jeunes hommes, sont menacés de partir en Allemagne.

Les mouvements de Résistance sont donc amenés à lutter contre le STO, notamment le groupe Libération-Nord de Mantes et de Sceaux. Celui-ci amène des réfractaires à Ahmed Somia qui leur fournit de faux certificats médicaux.

Le docteur est également sollicité par Mme Bertrand, employée du dispensaire d'hygiène social pour « musulmans » de la rue Tiphaine (15^{ème} arrondissement), qui lui demande de signer des certificats médicaux en blanc. Somia accepte et Mme Bertrand lui promet de dire, en cas d'arrestation, qu'elle a abusé de sa confiance. Par souci de sécurité, Somia ne lui demande pas à quelle organisation de Résistance elle appartient, mais il sait qu'elle organise des réunions clandestines la nuit dans le dispensaire. Parmi les participants, le futur ministre de la justice de De Gaulle à la Libération, François de Menthon.

Par ailleurs, le Dr Somia est amené à donner des conseils ponctuels à des proches. Un jour par exemple, une jeune suppléante radio de l'hôpital lui demande de l'aide pour sauver un réfractaire. Il lui conseille de faire des tâches à l'encre de Chine sur la peau du requis et faire la radio. Celle-ci ressort tachetée et le travailleur est exempté.

Une autre fois, le patron d'un bistrot des « Six Routes » (carrefour entre Drancy, Bobigny et La Courneuve) demande à Somia d'aider son frère réquisitionné pour l'Allemagne. Le médecin lui montre comment simuler une crise d'épilepsie, « ce qu'il fait magnifiquement bien en pleine rue Jean Jaurès »¹¹ (sans doute l'avenue Jean Jaurès à Drancy). Des passants appellent alors police-secours qui amène le faux malade à l'hôpital Tenon, à Paris. Cependant les médecins allemands sont méfiants et déclarent le frère bon pour le service. Celui-ci part en Allemagne travailler dans une usine. Là, il continue ses crises d'épilepsie tous les deux ou trois jours et finit par être renvoyé en France.

D'autres internes comme André Meunier participent aussi à la lutte contre le STO, pourtant celle-ci est dangereuse et peut conduire à la déportation. Ce risque n'empêche pas certains personnels de l'hôpital de créer de nouveaux réseaux.

11 Témoignage d'Ahmed Somia, archives départementales de la Seine-Saint-Denis.



Affiche de propagande en faveur du STO pour inciter les Français à partir travailler en Allemagne (Musée de la Résistance nationale de Champigny).

Quatrième partie :

Activités occultes

hors de l'hôpital



Le patio de la Mosquée de Paris avec le recteur Si Kaddour Ben Ghabrit à gauche

(site internet de la Mosquée de Paris)

[1\) Le réseau de la Mosquée de Paris](#)

Ce réseau naît en 1942. Ahmed Somia est alors contacté par un médecin et un avocat algériens qu'il connaissait avant la guerre, car ces derniers s'occupaient des dispensaires pour les Nord-Africains de la Préfecture de la Seine. Leur but est de créer une filière clandestine d'aide aux prisonniers de guerre coloniaux évadés des stalags de France (en majorité algériens).

Petit à petit se met en place une organisation à laquelle participent aussi Abdelhafid Haffa et un autre médecin des dispensaires, le docteur Mostefaoui. Ahmed Somia est le trésorier du groupe. Cette filière est organisée avec la complicité du recteur de la Mosquée de Paris, Si Kaddour Ben Ghabrit : « On envoyait de temps en temps des musulmans s'abriter à la mosquée la nuit [...] On

les faisait nourrir dans un restaurant rue de la Huchette et ils couchaient à la mosquée »¹². Le restaurant était tenu par un Tunisien. Les évadés arrivaient après le départ des clients. Après le repas, ils étaient pris en charge par Si Kaddour Ben Ghabrit. Ensuite, le recteur leur donnait des faux papiers écrits en arabe et trouvait des emplois pour certains chez des commerçants. Ahmed Somia, quant à lui, donnait des certificats pour ceux qui étaient rapatriés en Afrique du Nord. Abdelhafid Haffa avait aussi un rôle important. Par exemple, le 17 juillet 1942, il recueille un soldat algérien accompagné de deux Hindous évadés d'un de Charleville : « J'ai fait rapatrier ces soldats en Algérie par l'intermédiaire de Mr Gitoune Ali, à ce moment chef aux services des affaires nord-africaines, qui leur a fourni les papiers nécessaires »¹³.

Cette filière est certes née en 1942, mais elle se développe surtout en 1943 après l'occupation de la France entière parce qu'autrefois on pouvait tout de même s'évader en zone sud. En effet, jusqu'au 11 novembre 1942, les Allemands n'occupent que la partie nord et ouest de la France. Après ce jour, ils occupent tout le pays.

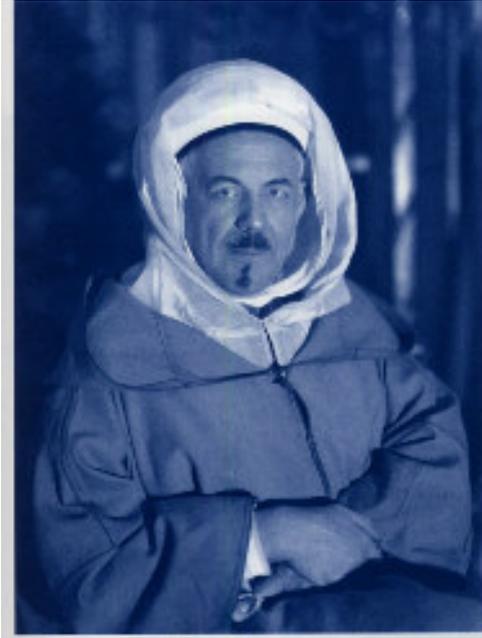
Les activités de cette filière clandestine sont surtout animées par des personnels de la mosquée et dispensaires franco-musulmans de Paris, sans contact direct avec l'hôpital de Bobigny, comme en témoigne Ahmed Somia : « j'étais dans plusieurs réseaux différents. J'ai caché deux ou trois prisonniers de guerre algériens à l'hôpital, mais à cause de lésions tuberculeuses »¹⁴.

Le réseau a bien failli être démantelé. En effet, le patron du restaurant tunisien a été dénoncé et arrêté par les Allemands. L'interrogatoire fut violent et les Allemands le passèrent par la fenêtre. Le patron eut une fracture de la jambe, mais il ne donna pas les membres du groupe qui purent ainsi poursuivre leurs activités clandestines.

12 Témoignage d'Ahmed Somia, archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

13 Rapport d'Abdelhafid Haffa, 1946. Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

14 *Idem*.



Si Kaddour Ben Ghabrit.

(Photo extraite du livre

L'hôpital Avicenne, une histoire sans frontière)

2) L'aide aux juifs

La Mosquée de Paris était aussi en contact avec d'autres mouvements de Résistance, notamment des FTP kabyles de Paris qui cachaient des résistants et des juifs (le docteur Assouline a comptabilisé 1600 cartes d'alimentation qu'il a fournies à la mosquée pour les juifs qui y ont trouvé refuge), mais ni Somia, ni Haffa ne semblent en avoir eu connaissance. Cependant Ahmed Somia a lui aussi aidé à plusieurs reprises des juifs.

Un jour, il est averti par un ami du sort dramatique d'un enfant juif de sept ans du 19^{ème} arrondissement de Paris. Ses parents avaient dû fuir en zone sud (donc sans doute avant 1943) en laissant l'enfant chez sa grand-mère. Celui-ci ne sortait jamais par crainte des rafles. La femme de l'ami de Somia tenait le restaurant Le Grand Pavillon, face au métro Porte de la Villette. Le couple en profitait pour apporter discrètement de la viande tous les deux ou trois jours. Alerté, Ahmed Somia décide de s'occuper de cet enfant. Avec l'aide l'assistante sociale du dispensaire franco-musulman de la rue Tiphaine, il le fait placer sous un faux nom dans un aérium (établissement médical placé dans un endroit au climat favorable, souvent à la campagne) dépendant de la Préfecture de la Seine, une cachette très sûre qui permit à l'enfant d'échapper à la déportation.

En 1943, Ahmed Somia et sa femme s'installent au 24 rue de Clichy (9^{ème} arrondissement de Paris) où il ouvre un cabinet médical. Deux étages au-dessous se trouve le cabinet d'un médecin juif qui s'est enfui en zone sud. Sa femme, non-juive, veut le rejoindre et cherche à dissimuler ses meubles pour éviter qu'ils soient volés par les Allemands ou les Français collaborateurs. Elle décide de les confier à des personnes de l'immeuble : Ahmed Somia, la concierge et un médecin royaliste. Ainsi tous les meubles sont cachés, mais début 1944, un officier allemand et deux soldats débarquent chez Somia. En effet, les Allemands surveillaient l'immeuble, mais n'avaient vu aucun meuble en sortir. Ils voulaient donc savoir où ils étaient passés. La concierge est elle aussi interrogée, pendant quatre heures ! Finalement, il n'y a pas eu de poursuites.

Le Dr Somia a également secouru le père malade d'un ami juif obligé de vivre dans la clandestinité pour éviter les rafles policières. Il lui a fourni des faux papiers et l'a confié à des collègues de l'hôpital Lariboisière, dans le 19^{ème} arrondissement de Paris.

UN CRIME CONTRE L'HUMANITE ?

Les boches tremblent pour leur sale
peau. Ils ont peur même des tout
petits enfants.
5.000 enfants juifs, dont les parents
ont été déportés en Allemagne comme
esclaves, sont enfermés dans le camp
de Drancy. On se prépare à les dé-
porter également. N'est-ce pas pour
les supprimer ?

Mères, debout contre un tel crime !

DES HOMMES ? NON : DES CANNIBALES !

5.000 enfants de nationalité françai-
se, mais d'origine juive, ont été
séparés de leurs parents et enfermés
dans des camps, où ils sont traités
comme des bagnards. Plusieurs d'en-
tre eux sont déjà morts.

Clamez partout votre haine des
barbares germaniques !

ILS TUENT DES ENFANTS !

Les boches se surpassent eux-mêmes
dans leurs crimes. Des milliers
d'enfants juifs, dont la plupart nés
en France, ont été déportés en Alle-
magne dans des wagons à bestiaux
plombés, séparés de leurs mamans,
traités avec une brutalité prussien-
ne. Des dizaines de ces petits êtres,
âgés de 2 ans, sont déjà morts.

VENGEZ CES INNOCENTES VICTIMES !

APRES LES OTAGES - LES ENFANTS !

Les barbares nazis sont en train de
torturer 5.000 enfants juifs inter-
nés dans le camp de Drancy, d'où l'on
prépare leur déportation.

MANIFESTEZ DEVANT LES MAIRIES ?
RECLAMEZ LA LIBERATION DES
E N F A N T S !

UN CRIME CONTRE L'HUMANITE !

Les boches tremblent pour leur sale
peau. Ils ont peur même des tout
petits enfants.
5.000 enfants juifs, dont les pa-
rents ont été déportés en Allemagne
comme esclaves, sont enfermés dans
le camp de Drancy. On se prépare à
les déporter également. N'est-ce
pas pour les supprimer ?

Mères, debout contre un tel crime !

DES HOMMES ? NON ! DES CANNIBALES !

5.000 enfants de nationalité françai-
se, mais d'origine juive, ont été
séparés de leurs parents et enfer-
més dans des camps, où ils sont trai-
tés comme des bagnards. Plusieurs
d'entre eux sont déjà morts.

Clamez partout votre haine des
barbares germaniques !

ILS TUENT DES ENFANTS !

Les boches se surpassent eux-mêmes
dans leurs crimes. Des milliers
d'enfants juifs, dont la plupart
nés en France, ont été déportés en
Allemagne dans des wagons à bestiaux
plombés, séparés de leurs mamans,
traités avec une brutalité prussien-
ne. Des dizaines de ces petits êtres,
âgés de 2 ans, sont déjà morts.

VENGEZ CES INNOCENTES VICTIMES !

APRES LES OTAGES - LES ENFANTS !

Les barbares nazis sont en train de
torturer 5.000 enfants juifs inter-
nés dans le camp de Drancy, d'où l'on
prépare leur déportation.

MANIFESTEZ DEVANT LES MAIRIES ?
RECLAMEZ LA LIBERATION DES
E N F A N T S !

Cinquième partie :

Vers la Libération



Hôpital franco-musulman, le 8 mai 1945 :

Célébration de la victoire finale contre le nazisme. (AP-HP)

[1\) L'hôpital franco-musulman et le Comité médical de la Résistance](#)

D'après le témoignage d'Ahmed Somia, le débarquement des Anglo-saxons en Normandie, le 6 juin 1944, n'a pas entraîné de modification dans l'organisation du service de santé de l'hôpital, ni la création d'un comité local de libération. Cependant, les archives du Musée de la Résistance de Champigny prouvent que l'hôpital était intégré au service de santé de la Résistance.

Ce service de santé s'unifie en septembre 1943 avec la création du Comité médical de la Résistance. Le CMR est dirigé par Louis Pasteur Valéry-Radot, petit-fils de l'inventeur du vaccin contre la rage, avec Robert Debré comme vice-président. Son but est doter chaque région, département et commune d'une médicale clandestine.

En région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise), le service de santé des FFI (Forces françaises de l'Intérieur) est confié au Dr Raymond Leibovici. Le département de la Seine dirigé par Pierre Rouquès. Pour plus d'efficacité, celui-ci divise le département en secteurs. Bobigny se trouve dans le 31^{ème} secteur avec Drancy et Pantin.

31ème.Secteur
(Pantin, Drancy, Bobigny)

Med.Chef du Secteur & du Poste de Drancy: Dr.CAINOT-ROBERT Jeanne, 12 r.de la République à Drancy & 84 Boul. Lefebvre Paris 15ème.-Vau.99-83
Disp. mun. 21. République Av. 00.25

Commune de PANTIN : Dr.SERPAGUI François, 61 rue Roche - NOB.02-00.
Disp. mun. 15 r. d'Albani M. Bagny Com 05-37 ADK 04.97

Commune de BOBIGNY: Dr.DELPECH René, 17 rue de la Cité - 50 à BOBIGNY.

B) Seine et Seine-et-Oise -

Ambroise Paré (Boulogne)	308		
Beaujon (Clichy)	1041		
Bicêtre	4217		
Ivry	2617		
Les Ménages (Issy-les-Moulineaux)	2180		
Mont-Valérien (Suresnes)	340	340	
Franco-Musulman (Bobigny)	375	150	200
Hôp. de Neuilly	160		
Montfermeil	350		
Créteil			
Institut du Cancer (Villejuif)	400		
Corbeil	650	150	150
Argenteuil	140	100	110
Plouzeaux	1450		

150 + 150 = 300

Extraits d'un rapport du service de santé des FFI de la région parisienne, août 1944. (Musée de la Résistance nationale de Champigny)



ROUQUES PIERRE, JEAN
né le 22 août 1900 à Cœuvres (Aisne)

ancien domicile connu
11 av. de la Bourdonnais

secrétaire de la fraction des médecins communistes
et membre du Comité Mondial contre la guerre et l'assassinat
membre de l'association des Docteurs et Dentistes révolutionnaires
particulier dans les relations entretenues par le Docteur Commanche
Bernat de Bédouin à la nuit de son domicile.

Avis de recherche du commissariat d'Ivry concernant Pierre Rouques.

(Musée de la Résistance nationale de Champigny)

2) L'hôpital dans les combats de la Libération

Après le 6 juin 1944, les Anglo-saxons débarquent en Normandie. C'est le début des combats pour la libération de la France. Les FFI multiplient les sabotages et les attaques contre les troupes allemandes et les bombardements par avion deviennent de plus en plus fréquents.

Durant cette période critique, une grande activité règne dans l'hôpital. On continue à soigner des résistants et des aviateurs alliés. Quatre d'entre eux sont encore cachés en août 1944 chez le concierge Haffa. Ils rejoignent l'armée américaine après la libération de Bobigny.

Le 18 août 1944, c'est le début de l'insurrection parisienne : les combats éclatent à Paris et dans toute la banlieue, faisant de nombreux morts et blessés. Ces combats s'intensifient avec l'arrivée de la Deuxième Division blindée qui libère Paris avec les FFI, le 25 août 1944, puis la banlieue nord les 26 et 27 août. De nombreux blessés sont alors amenés à l'hôpital de Bobigny : des FFI, des soldats de la 2^{ème} DB et des troupes alliées, mais aussi des Allemands.

Au même moment, d'autres médecins de l'hôpital organisent des antennes médicales hors de Bobigny. Par exemple, le Dr Longuet crée un dispensaire de fortune dans la mairie d'Aubervilliers, prise par les FFI le 20 août. Il est assisté par la pharmacienne, Alice Rollen, et sa mère. A Paris, André Meunier, en liaison avec la Résistance, participe à l'organisation des postes de secours de la Croix rouge. Il dirige personnellement l'un d'entre eux installé à la Comédie française¹⁵.



Poste de secours de la Croix rouge, devant la Comédie française, place Colette, pendant l'insurrection de Paris. (Coll. Gandner, Mémorial Leclerc/Musée Jean Moulin)

15 André Meunier devient ensuite secrétaire général de la Croix rouge française, puis maire du 1^{er} arrondissement de Paris de 1947 à 1977.

Témoignage d'André Meunier sur son activité pendant l'insurrection parisienne :

« Pendant un peu plus d'une semaine, j'ai employé toute mon énergie à coordonner les efforts des secouristes et infirmières, sur le pont dix-huit heures sur vingt-quatre, et souvent débordés. Avec un matériel très limité et nos effectifs de la Croix-Rouge française renforcés par la présence de médecins, infirmiers et personnels qualifiés, volontaires spontanés, nous avons pu ouvrir 17 postes de secours dès le 17 août, dont trois dispensaires, 2 crèches et 7 écoles réquisitionnées pour les besoins du personnel soignant ».

Le Parisien, jeudi 19 août 2004.

D'autres personnels de l'hôpital participent directement aux combats contre les Allemands. Ainsi, Abdelhafid Haffa intègre les FFI de Drancy dirigés par René Etienne (membre de CDLR, comme Haffa), où il retrouve Charles de Coccola. Tous deux participent notamment à la libération du camp de Drancy, le 18 août 1944.

Bobigny est libéré deux jours après Paris, le 27 août 1944, mais les blessés et les morts rappellent que la guerre n'est pas finie. L'hôpital est d'ailleurs réquisitionné par l'armée française jusqu'à la victoire finale contre les nazis, le 8 mai 1945.



Abdhelafid Haffa (au centre avec un fusil et un béret) et des habitants de Bobigny entourent un char de la 2^{ème} DB à la libération de la ville, 27 août 1944.

(Photo extraite de la thèse de Josiane Chevillard-Vabre)



La pharmacienne, Alice Rollen, deux aviateurs alliés (en pantalon noir)

et deux internes de l'hôpital.

(Photo extraite de la thèse de Josiane Chevillard-Vabre)

Témoignage d'Aliette Haffa Paoella, fille d'Abdelafid Haffa, 2005 :

« Je me rappellerai toujours le jour de la Libération. Ils ont mis un gramophone et ils ont dit : « les Alliés sont arrivés ! », et là mon père a dit très fort, devant tout le monde : « ça fait longtemps qu'ils sont là les Alliés ! ». Les quatre aviateurs alliés qui restaient, que l'on avait cachés, sont alors venus danser avec les gens sur le perron ».

Conclusion

La Résistance à l'hôpital franco-musulman s'est organisée autour d'un noyau dur de quelques individus : le concierge et sa femme, la pharmacienne et un petit groupe d'internes. Cependant, elle n'aurait pas pu exister sans la complicité passive, et parfois active, d'autres employés, en premier lieu les infirmières et les mécaniciens. D'après Ahmed Somia, cette solidarité entre les personnels explique l'absence d'arrestations.

Ces résistants étaient parfois membres de plusieurs organisations à la fois et agissaient aussi bien en banlieue qu'à Paris. Que ce soit dans ou hors de l'hôpital, ils ont secouru tous ceux qui leur demandait de l'aide : résistants de tous les mouvements, soldats alliés, prisonniers évadés, juifs, réfractaires au STO.

Ils ont aussi mis leurs compétences médicales au service de la population locale, durement touchée par les privations de l'occupation et ont ainsi permis l'ouverture de l'hôpital à tous, sans distinction d'origine ou de religion.

Cependant, la ségrégation sanitaire ne prend vraiment fin qu'à la Libération. En effet, à partir de 1945, les travailleurs nord-africains sont libres de choisir leur hôpital. Celui de Bobigny n'est plus réservé aux seuls musulmans, mais à tout le monde.

La même année, le nouveau pouvoir issu de la Résistance supprime les organismes de contrôle des Maghrébins mis en place sous la 3^{ème} République et le régime de Vichy, en particulier le Service de Surveillance et de Protection des Indigènes Nord-Africains et la Brigade Nord-Africaine. En 1946, le code de l'indigénat est aboli.

Ces mesures sont importantes, mais elles n'ont pas arrêté les discriminations raciales, ni résolu les problèmes d'inégalités dans les colonies.

Sources et bibliographie

I) Sources

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis :

- Témoignages écrits et oraux de Charles de Coccola,
René Janvier,
Ahmed Somia.
- Rapport d'activité d'Abdelafid Haffa, 1946
- Témoignages et archives sur le groupe CDLR de Bobigny-Drancy et le groupe Libération-Nord des commissariats de Pantin et Bobigny.

Archives du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne :

- Fonds Raymond Leibovici (sur le Comité médical de la Résistance et le Service de Santé des FFI de la région parisienne)
- Archives réunies pour l'exposition *Liberté, solidarité(s), fraternité. L'aide aux persécutés et aux pourchassés, une forme de Résistance*.

II) Ouvrages et articles sur la Résistance et le thème national du concours

Des Balbyniens dans la Résistance, Maison des Combattants, Bobigny, 1989.

L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de Résistance, La Lettre de la Fondation de la Résistance, n°51, décembre 2007.

L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de Résistance, Résistance, décembre 2007.

Une Histoire de la Seine-Saint-Denis au XXème siècle, CD-Rom, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2004.

La Résistance en Ile-de-France, DVD-Rom, AERI, 2004.

Clesse Joël, Zaidman Sylvie, *La Résistance en Seine-Saint-Denis, 1940-1944*, Syros, Paris, 1994.

III) Ouvrages et articles sur l'hôpital Avicenne et ses personnels

1935-2005. L'hôpital Avicenne : une histoire sans frontières, dossier pédagogique réalisé par le Musée de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, 2005 (disponible sur internet).

L'hôpital Avicenne de Bobigny (1935-2005), Patrimoine en Seine-Saint-Denis, n°13, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2005 (disponible sur internet).

Témoignage du Docteur André Meunier, secrétaire général de la Croix-Rouge en 1944, Le Parisien, 19 août 2004 (disponible sur internet).

Blanchard Emmanuel, *La dissolution des Brigades nord-africaines de la Préfecture de police : la fin d'une police d'exception pour les Algériens de Paris (1944-1953) ?*, Bulletin de l'IHTP, n°83, juin 2004 (disponible sur internet).

Bouzeghrane Nadja, *Les FTP algériens et le sauvetage d'enfants juifs*, El Watan, 16 mai 2005 (disponible sur internet)

Bouzeghrane Nadja, *Une résistance oubliée, la mosquée de Paris*, El Watan, 16 mai 2005 (disponible sur internet)

Chevillard-Vabre Josiane, *Histoire de l'hôpital franco-musulman*, Faculté de médecine Saint-Antoine, Bobigny, 1982.

Kukawa Katie et Daynes Sylvie (dir.), *1935-2005. L'hôpital Avicenne : une histoire sans frontières*, édité par l'AP-HP, 2005.

[IV\) Sites internet, exposition](#)

www.aphp.fr

www.croix-rouge.fr

www.ihtp.fr

www.mairie1-paris.fr

www.mosquee-de-paris.org

www.paris-france.org (sur le 60^{ème} anniversaire de la libération de Paris)

Liberté, solidarité(s), fraternité. L'aide aux persécutés et aux pourchassés : une forme de résistance, exposition réalisée par le musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne.